

Les Camerounais disent que le gouvernement doit faire « beaucoup plus » pour protéger l'environnement

Dépêche d'Afrobarometer No. 699 | Baba Adou

Résumé

Le Cameroun possède d'abondantes ressources naturelles, notamment du pétrole et du gaz, des gisements minéraux, du bois de haute qualité et une vaste gamme de flore et de faune. Mais si sa diversité naturelle et culturelle lui a valu le titre d'« Afrique en miniature », le pays partage également bon nombre des défis environnementaux présents ailleurs sur le continent (Banque Mondiale, 2023a ; PNUE, 2023).

La déforestation a détruit plus de 1,5 million d'hectares entre 2001 et 2020, menaçant la riche biodiversité du pays (Banque Mondiale, 2022 ; Manigha, 2023). La croissance démographique, l'urbanisation et l'industrialisation entraînent la dégradation des terres et la pollution de l'eau et de l'air, exacerbées dans la région anglophone par la crise sociopolitique actuelle du pays (Bang, 2022).

Le Cameroun est également aux prises avec la gestion des déchets, notamment la pollution plastique. Selon certaines estimations, le pays génère environ 600.000 tonnes de déchets plastiques chaque année (Landfill Solutions, 2022).

En 2012, le Cameroun a interdit la production, la vente et l'utilisation de sacs en plastique non biodégradables. Cependant, malgré cette interdiction, d'importantes quantités de sacs en plastique entrent clandestinement dans le pays par la frontière de 1.690 km avec le Nigéria (Kindzeka, 2023).

Cette dépêche rend compte d'un module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire Afrobarometer Round 9 pour explorer les expériences et les perceptions des Camerounais en matière de pollution, de gouvernance environnementale et d'extraction des ressources naturelles.

Les résultats révèlent que la plupart des Camerounais sont préoccupés par l'ampleur de la pollution dans leur communauté. Ils classent la déforestation, la gestion des déchets humains et l'élimination des déchets comme les problèmes de pollution locale les plus importants. Ils considèrent la protection de l'environnement comme une responsabilité qu'ils partagent avec leurs gouvernements nationaux et locaux, mais affirment que le gouvernement doit faire « beaucoup plus » sur cette question.

Une majorité de citoyens affirment que les avantages de l'extraction des ressources naturelles, tels que les emplois et les revenus, l'emportent sur ses coûts, tels que la pollution, mais la plupart appellent également à une réglementation plus stricte de l'activité extractive afin de limiter ses impacts négatifs sur l'environnement.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Cameroun, conduite par Cible Etudes & Conseil, s'est entretenue avec 1.200 adultes camerounais en mars 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Cameroun en 2013, 2015, 2018 et 2021.

Résultats clés

Sur la pollution et la gouvernance environnementale :

- Plus de sept Camerounais sur 10 (72%) déclarent que la pollution est un problème grave dans leur communauté.
 - Les citoyens citent la déforestation (23%), la gestion des déchets humains (23%), l'élimination des déchets (22%) et la pollution des sources d'eau (19%) comme les problèmes environnementaux les plus importants dans leur communauté.
 - Les trois quarts (76%) des répondants déclarent que les sacs en plastique sont une source majeure de pollution au Cameroun.
- Les Camerounais estiment que la responsabilité première de la réduction de la pollution et du maintien de la propreté des communautés incombe aux citoyens ordinaires (36%), au gouvernement national (26%) et au gouvernement local (21%).
- Une majorité (57%) des citoyens pensent que le gouvernement fait un travail insatisfaisant en matière de réduction de la pollution et de protection de l'environnement. Les deux tiers (67%) estiment qu'il faut faire « beaucoup plus ».
- Si les politiques de protection de l'environnement menacent les emplois et les revenus, 52% des citoyens estiment que le gouvernement devrait donner la priorité à l'environnement, tandis que 42% ne sont pas d'accord.

Sur l'exploitation des ressources naturelles :

- Une majorité (57%) des Camerounais déclarent que les avantages de l'extraction des ressources naturelles l'emportent sur ses impacts négatifs, tels que la pollution.
- Mais plus de huit personnes sur 10 (81%) souhaitent que le gouvernement renforce la réglementation de l'industrie d'extractive afin de réduire ses impacts négatifs sur l'environnement.
- La majorité des répondants pensent que les citoyens ordinaires ont leur mot à dire dans les décisions concernant l'extraction des ressources naturelles (61%) et que les communautés locales reçoivent une part équitable des revenus du secteur (55%).

Pollution et gouvernance environnementale

Pollution : L'ampleur du problème

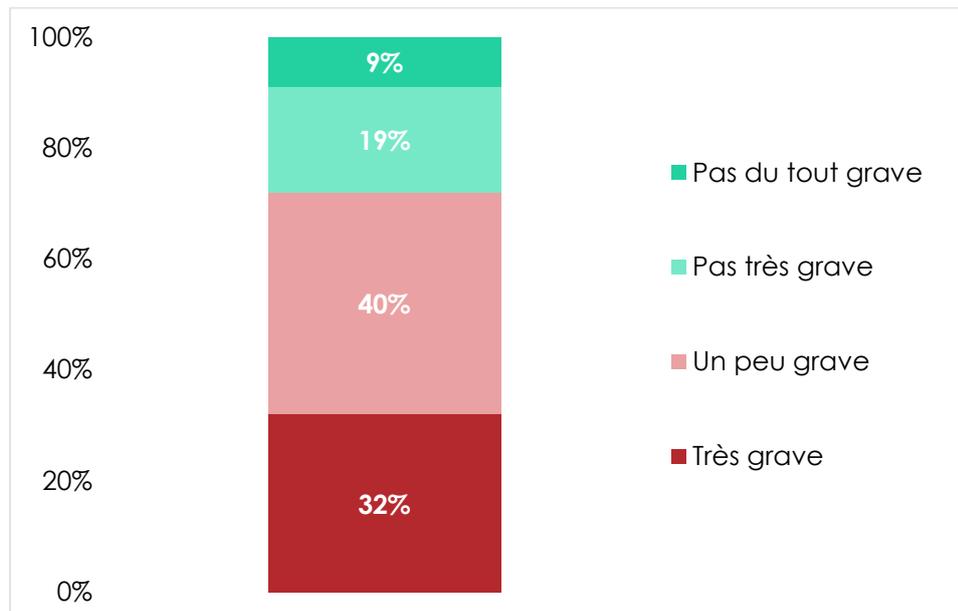
Près des trois quarts (72%) des Camerounais déclarent que la pollution est un problème grave dans leur communauté, dont 32% qui la décrivent comme un problème « très grave » (Figure 1).

Les résidents urbains sont plus préoccupés par la pollution que les résidents ruraux (77% contre 67%) (Figure 2). Les préoccupations concernant la pollution sont plus élevées parmi les personnes ayant fait des études supérieures (73% à 76%) que parmi celles ayant fait des études primaires ou moins (65%). Les pauvres sont également plus susceptibles de signaler que la pollution est un problème grave dans leur communauté : 76% des personnes interrogées confrontées à une pauvreté vécue élevée¹ expriment cette préoccupation, contre 67% de celles vivant une pauvreté vécue faible ou inexistante.

Interrogés sur ce qu'ils considèrent comme le problème environnemental le plus important dans leurs communautés, les Camerounais offrent une gamme d'opinions, notamment la déforestation (citée par 23%), l'assainissement ou la gestion des déchets humains (23%), l'élimination des déchets (22%) et la pollution des sources d'eau (19%) (Figure 3).

Figure 1 : La pollution est-elle un problème sérieux dans la communauté ?

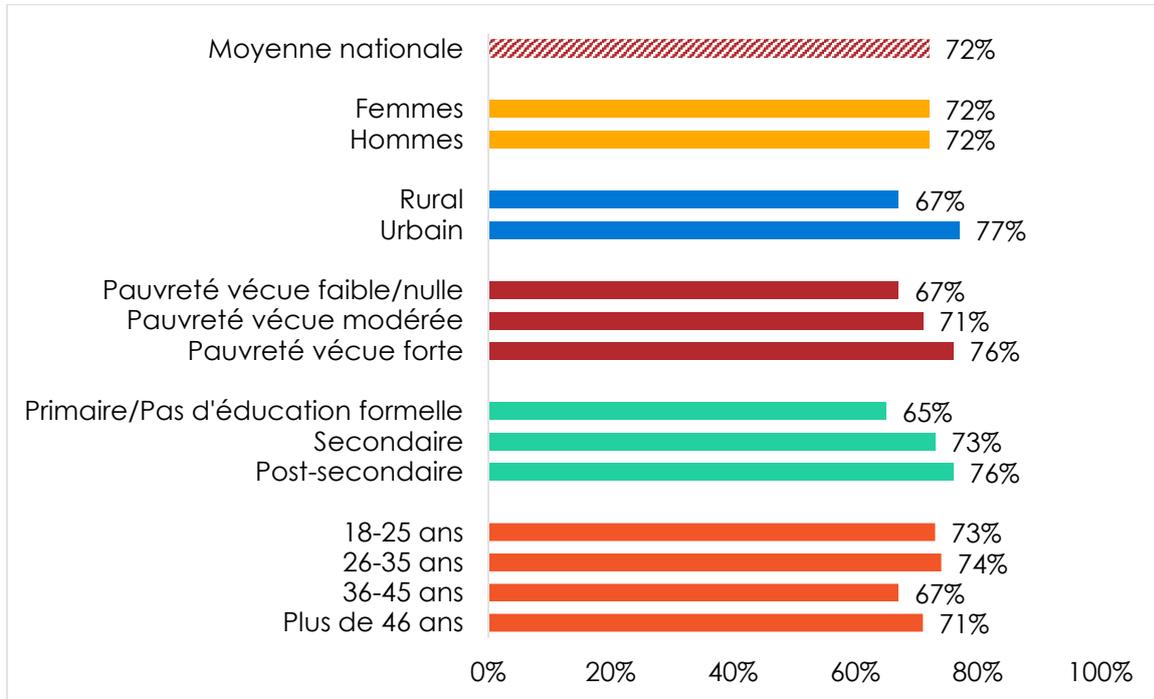
| Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : *Quelle est la gravité d'un problème de pollution, comme l'accumulation de déchets ou d'ordures, ou des dommages à la qualité de l'air ou de l'eau, dans votre communauté ?*

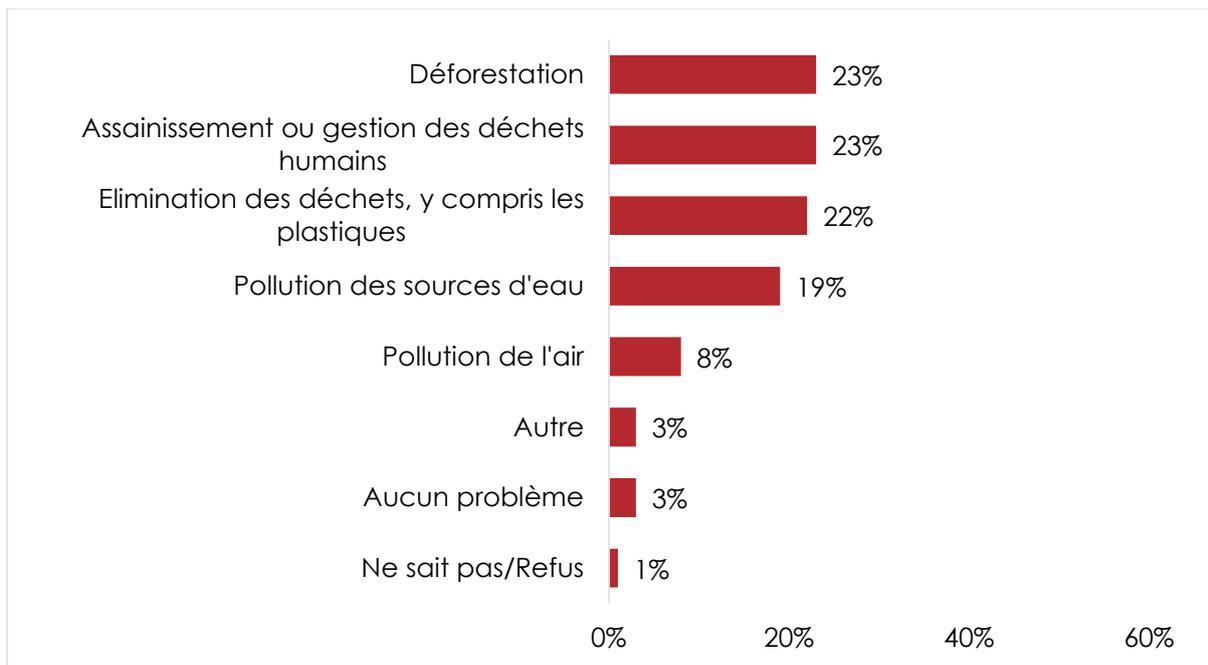
¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 2 : La pollution est un problème grave dans la communauté | par groupe démographique | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : *Quelle est la gravité d'un problème de pollution, comme l'accumulation de déchets ou d'ordures, ou des dommages à la qualité de l'air ou de l'eau, dans votre communauté ? (% qui disent « un peu grave » ou « très grave »)*

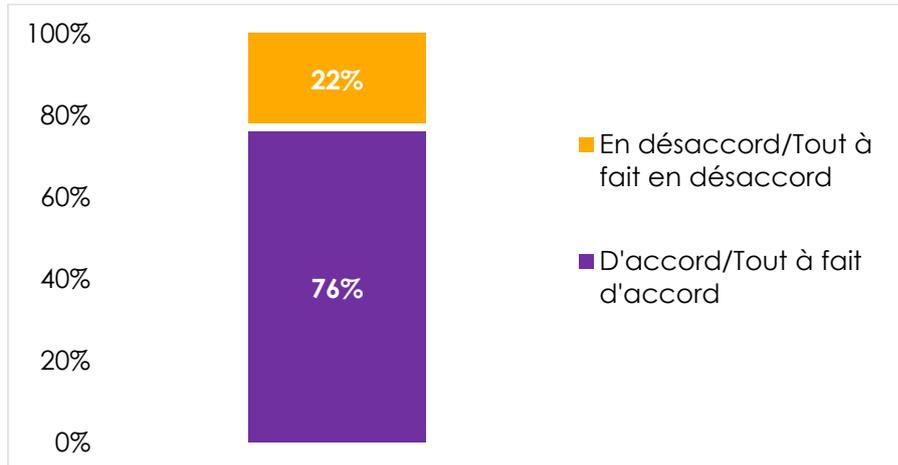
Figure 3 : Problème environnemental le plus important dans la communauté | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : *Lequel des éléments suivants est le problème environnemental le plus important dans votre communauté aujourd'hui ?*

Les trois quarts (76%) des personnes interrogées sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que les sacs en plastique sont une source majeure de pollution au Cameroun (Figure 4).

Figure 4 : Les sacs plastiques sont-ils une source majeure de pollution dans ce pays ? | Cameroun | 2022

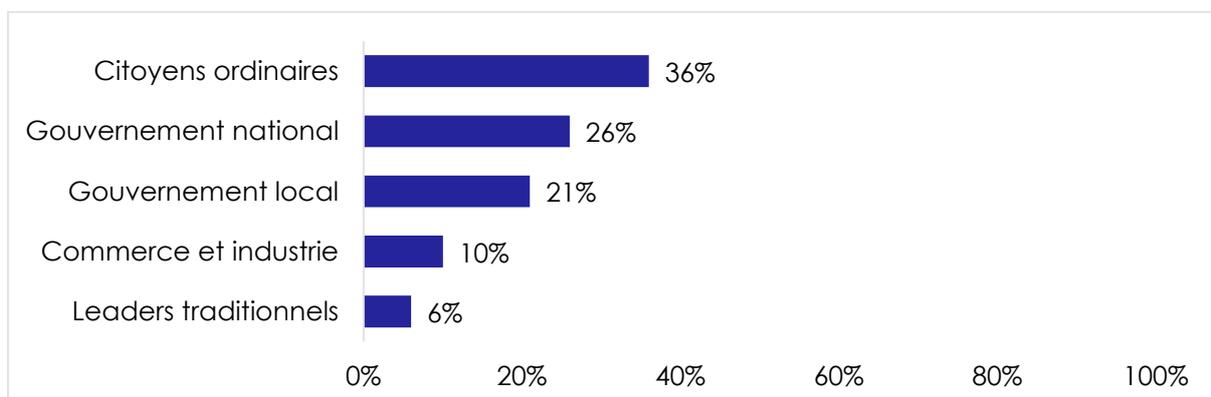


Question posée aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Les sacs plastiques sont une source majeure de pollution dans ce pays.

La protection de l'environnement

Pour plus d'un tiers (36%) des répondants, la protection de l'environnement relève avant tout de la responsabilité des citoyens ordinaires (Figure 5). Environ la moitié d'entre eux attribuent principalement la responsabilité de la réduction de la pollution et du maintien de la propreté des communautés aux gouvernements nationaux (26%) et locaux (21%), tandis que beaucoup moins (10%) pensent que la protection de l'environnement relève principalement de la responsabilité des entreprises et de l'industrie.

Figure 5 : Qui devrait être responsable de la réduction de la pollution ? | Cameroun | 2022

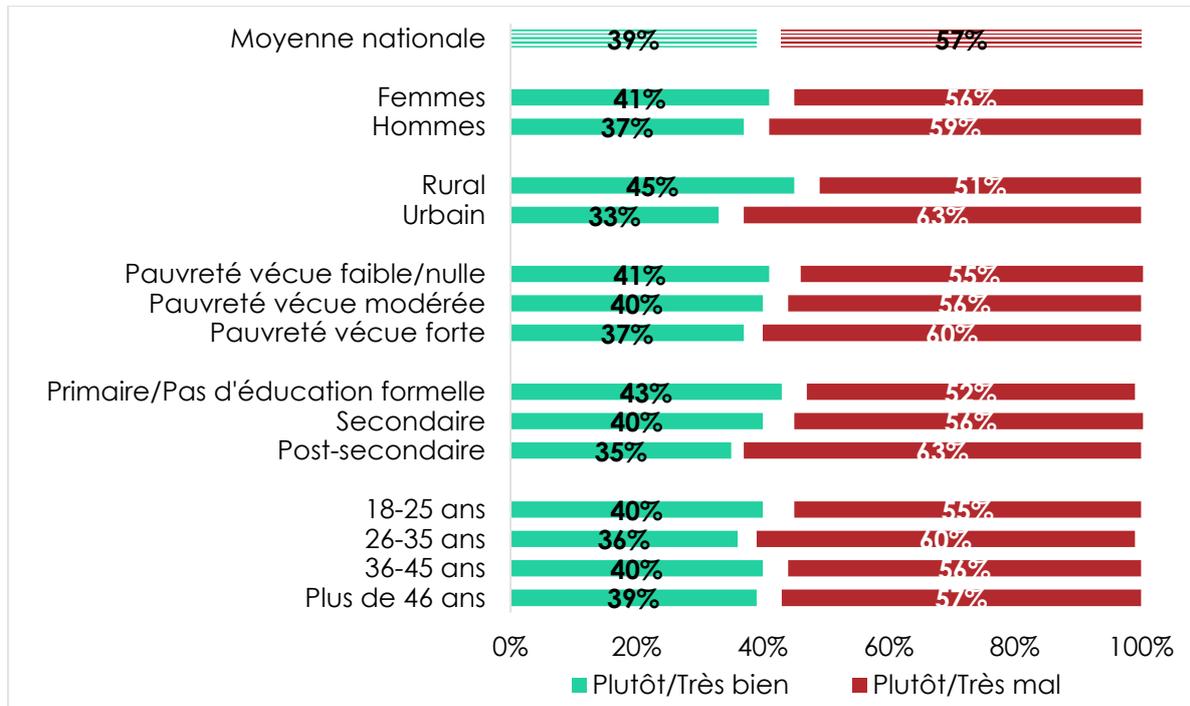


Question posée aux répondants : À votre avis, qui devrait avoir la responsabilité principale de réduire la pollution et de garder votre communauté propre ?

Dans l'ensemble, seuls quatre Camerounais sur 10 (39%) pensent que leur gouvernement fait du bon travail en matière de réduction de la pollution et de protection de l'environnement.

Près de six sur 10 (57%) estiment que le gouvernement obtient des résultats « assez mauvais » ou « très mauvais » sur cette question (Figure 6). Les évaluations négatives sont particulièrement élevées parmi les résidents urbains (63%) et les personnes ayant fait des études post-secondaires (63%).

Figure 6 : Performance du gouvernement dans la réduction de la pollution et la protection de l'environnement | par groupe démographique | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la réduction de la pollution et la protection de l'environnement ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

La très grande majorité des Camerounais (80%) estiment que le gouvernement devrait faire davantage pour limiter la pollution et protéger l'environnement, et les deux tiers (67%) souhaitent qu'il fasse « beaucoup plus ». Seulement 19% des citoyens seraient satisfaits de poursuivre ou de réduire le niveau d'effort actuel (Figure 7)².

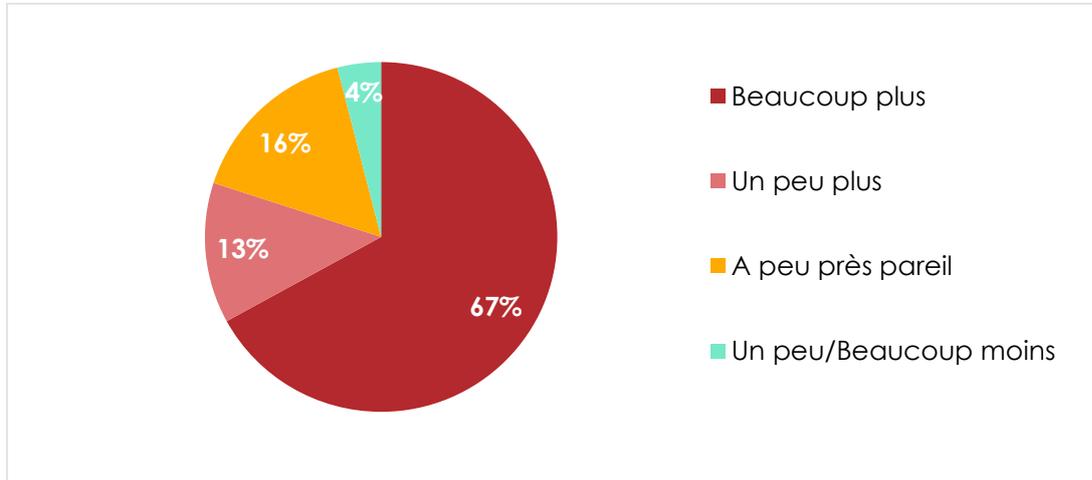
Cependant, si les politiques de protection de l'environnement menacent les emplois ou les revenus, les citoyens camerounais sont divisés quant à savoir ce qui devrait être prioritaire. Une faible majorité (52%) estiment que le gouvernement devrait se concentrer sur la protection de l'environnement et la réduction de la pollution, tandis que 42% estiment que la création d'emplois et des revenus devraient être une priorité, même si cela signifie davantage de dommages environnementaux (Figure 8).

Les femmes (54%) et les résidents ruraux (55%) sont un peu plus susceptibles de donner la priorité à la protection de l'environnement plutôt qu'à la création d'emplois et de revenus que les hommes (49%) et les citadins (49%). Les personnes ayant une éducation primaire ou

² En raison de l'arrondissement, les pourcentages des catégories combinées pourraient légèrement différer de la somme des sous-catégories arrondies sur les figures (par exemple 16% « à peu près pareil » et 4% « un peu/beaucoup moins » donne 19%)

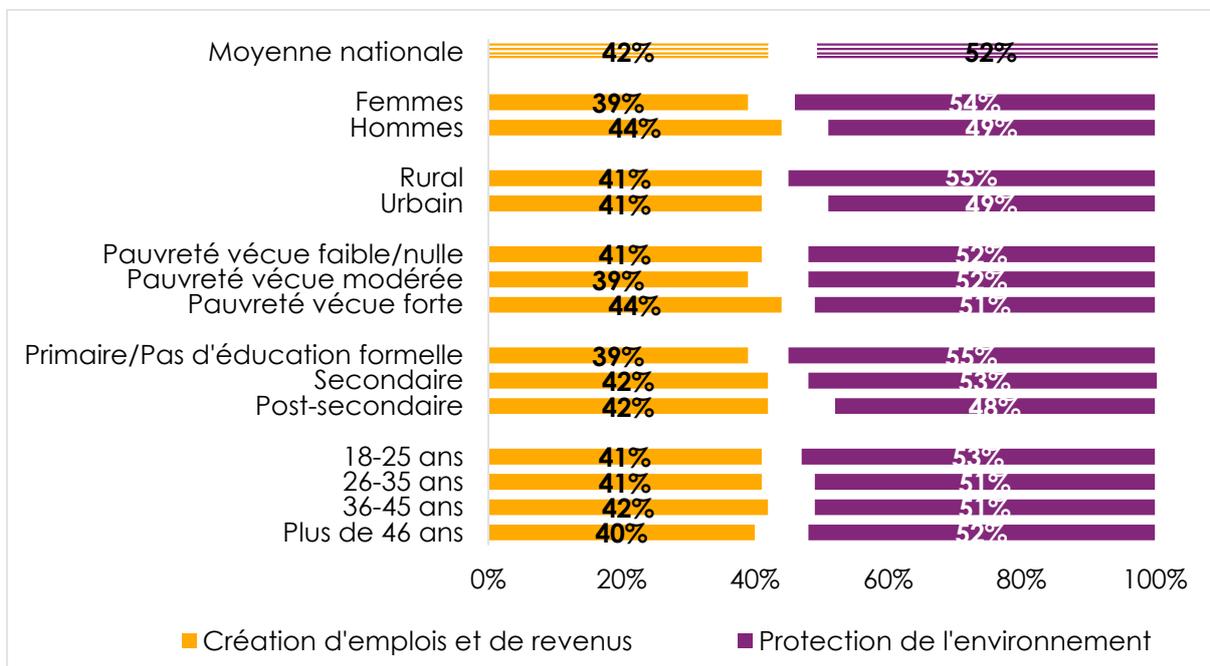
moins sont également plus susceptibles de donner la priorité à la protection de l'environnement que celles ayant une éducation post-secondaire (55% contre 48%).

Figure 7 : Le gouvernement devrait-il faire davantage pour limiter la pollution ?
 | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : À votre avis, notre gouvernement devrait-il faire plus ou moins qu'il ne le fait actuellement pour limiter la pollution et protéger l'environnement dans ce pays ?

Figure 8 : Le gouvernement devrait-il donner la priorité à l'emploi ou à l'environnement ? | par groupe démographique | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?
 Affirmation 1 : Le gouvernement devrait se concentrer sur la création d'emplois et l'augmentation des revenus, même si cela signifie une augmentation de la pollution ou d'autres dommages environnementaux.

Affirmation 2 : Le gouvernement devrait se concentrer davantage sur la prévention de la pollution et la protection de l'environnement, même si cela signifie qu'il y aura moins d'emplois ou qu'il y aura d'autres perturbations dans notre vie quotidienne.
 (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

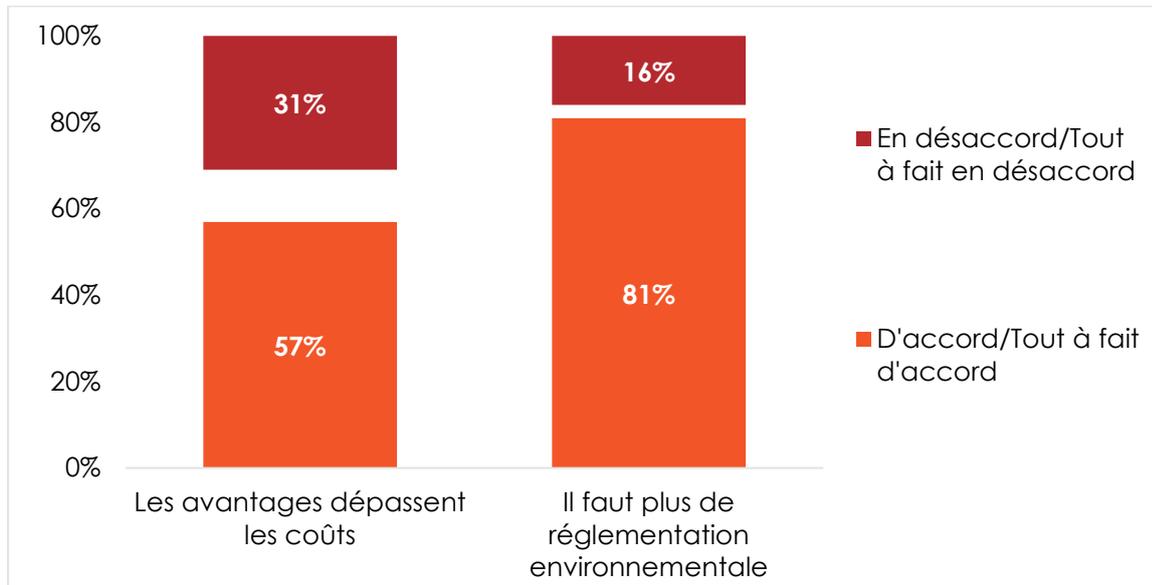
Extraction des ressources naturelles

Si l'extraction des ressources naturelles est une source importante de revenus au Cameroun, contribuant à 5,5% du produit intérieur brut en 2021 (Banque Mondiale, 2023b), elle peut également être une cause de dommages environnementaux au niveau local.

Près de six Camerounais sur 10 (57%) déclarent que les avantages de l'extraction des ressources naturelles, tels que les emplois et les revenus, l'emportent sur ses coûts, comme la pollution. Près d'un tiers (31%) des citoyens ne sont pas d'accord avec cette évaluation (Figure 9).

Mais même si une majorité des citoyens pensent que les avantages sont supérieurs aux coûts, une grande majorité (81%) d'entre eux souhaitent que le gouvernement renforce la réglementation de l'industrie extractive afin de réduire ses impacts négatifs sur l'environnement.

Figure 9 : Extraction des ressources naturelles : Coûts vs. avantages | Cameroun | 2022



Questions posées aux répondants : L'extraction de ressources naturelles, comme l'exploitation minière, le forage pétrolier ou la récolte de bois, peut avoir des avantages, tels que la création d'emplois et la génération de revenus. Mais cela peut aussi poser des problèmes aux communautés voisines, comme la pollution ou la déforestation. Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes :

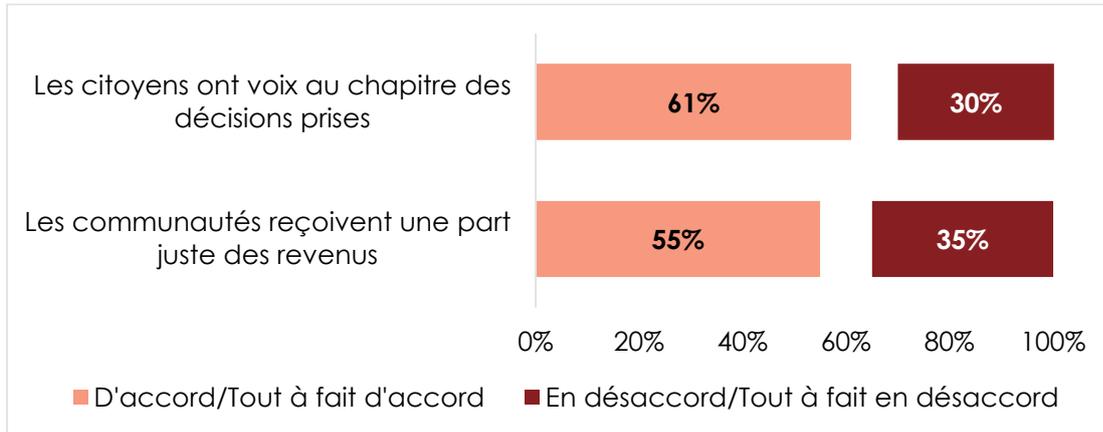
En général, les avantages des activités d'extraction de ressources pour les communautés locales, tels que les emplois et les revenus, l'emportent sur les coûts, tels que la pollution ?

Dans ce pays, l'extraction des ressources naturelles devrait être réglementée plus étroitement par le gouvernement afin de réduire les impacts négatifs sur l'environnement ?

Les évaluations positives l'emportent sur les évaluations négatives lorsqu'il s'agit de l'intérêt des citoyens ordinaires dans l'extraction des ressources naturelles (Figure 10). Plus de six Camerounais sur 10 (61%) déclarent que les gens ordinaires ont leur mot à dire dans les décisions concernant l'extraction des ressources naturelles qui ont lieu à proximité de leurs communautés, alors que seulement 30% pensent le contraire.

De même, plus de la moitié (55%) des citoyens affirment que les communautés locales reçoivent une part équitable des revenus provenant de l'extraction des ressources naturelles, tandis que 35% ne sont pas d'accord.

Figure 10 : Extraction des ressources naturelles : Voix des citoyens et bénéfice
 | Cameroun | 2022



Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes :

Les Camerounais ordinaires ont actuellement voix au chapitre dans les décisions concernant l'extraction des ressources naturelles qui ont lieu près de leurs communautés ?

Les communautés locales reçoivent actuellement une juste part des revenus de l'extraction des ressources naturelles qui a lieu à proximité de leurs communautés ?

Conclusion

La plupart des Camerounais considèrent la pollution comme un problème grave dans leur communauté et attendent « beaucoup plus » d'action gouvernementale pour protéger l'environnement. Pour une faible majorité, la protection de l'environnement dépasse même la création d'emplois comme priorité nationale.

Même si les avis sur les activités d'extraction des ressources naturelles dans leur pays sont largement favorables, la plupart des citoyens estiment que le gouvernement devrait réglementer plus étroitement l'industrie afin de réduire ses impacts négatifs sur l'environnement.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter
 notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Bang, H. N. (2022). The environment is the silent casualty in the Cameroon anglophone crisis. Conversation. 8 August.
- Banque Mondiale. (2022). The World Bank country climate and development report: Cameroon.
- Banque Mondiale. (2023a). The World Bank in Cameroon: Overview.
- Banque Mondiale. (2023b). Total natural resources rents (% of GDP) – Cameroon.
- Kindzeka, M. E. (2023). Cameroon urges halt to plastic bags use to save environment. 3 July.
- Landfill Solutions. (2023.) Cameroon struggles against plastic pollution.
- Manigha, R. (2023). Cameroon: Locals race to reverse biodiversity loss. Fair Planet. 17 February.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement). (2023). Interactive country fiches.

Baba Adou est doctorant au Département de Sciences Politiques de l'Université de Floride et assistant de recherche diplômé au sein du Groupe de Recherche sur le Sahel de l'université. Email: adou.baba@ufl.edu.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères du Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche d'Afrobarometer No.699 | 11 septembre 2023